

Arrestation de 324 "sans-papiers" à Bujumbura

PANA, 26/01/2009 Bujumbura, Burundi - Quelque 324 Burundais et étrangers sans papiers ou de séjour en règle ont été rafles, lundi matin, dans Buyenzi, un quartier populaire et cosmopolite du centre-ville de Bujumbura, a appris la PANA de source policière dans la capitale burundaise. La chasse aux "sans-papiers" et autres "irréguliers" dans différents quartiers populaires de la ville de Bujumbura, qui s'est intensifiée ces derniers jours, a déjà conduit à l'arrestation de plus de 1.500 personnes et à une centaine de conduites aux frontières d'étrangers dont des Congolais, des Rwandais, des Tanzaniens, des Ougandais et des Kenyans.

Dans la rafle de ce lundi matin, 50 ressortissants congolais, 8 Rwandais, 15 Ougandais, 7 Tanzaniens, 1 Sud-Africain et 1 Omanais tombés dans les mailles du filet policier risquent d'augmenter le nombre d'étrangers refoulés du territoire national. Quelque 243 Burundais sans papiers ont, par ailleurs, été verbalisés par la police et soumis à de simples amendes administratives de 2.000 francs burundais (près de 2 dollars US) avant d'être relâchés. Les défenseurs des droits de l'homme à Bujumbura ont été nouveau criés les reconductions «systématiques» aux frontières d'étrangers en «situation irrégulière». Ces expulsions risquent, aux yeux des défenseurs des droits de l'homme, d'être assimilées à de la «xénophobie» et valoir des mesures de représailles aux Burundais vivant à l'étranger. La police nationale du Burundi (PNB), quant à elle, ne s'est pas lassée, ces derniers jours, d'expliquer à l'opinion, tant nationale qu'internationale, qu'elle ne faisait qu'un «travail de routine» rentrant dans la simple logique de la prévention de la criminalité et de la régulation du séjour des étrangers dans le pays d'accueil. Du côté des politiciens, le ministre burundais de l'Intégration régionale, a également réagi, lundi, aux refoulements d'irréguliers en expliquant, à des nuances, que la démarche tombait sous le coup de la loi et du maintien de l'ordre public. «D'expérience de voyageur, je n'ai jamais connu un pays aussi hospitalier que le Burundi», a simplement déclaré, devant la presse, l'actuel ministre burundais de l'Intégration régionale, Vénant Bakevyumusaya. Le haut responsable gouvernemental burundais a néanmoins demandé à la police nationale de travailler «professionnellement» et de respecter la dignité des étrangers dans tout ce qu'elle entreprend pour rester en parfaite harmonie avec les lois internationales en matière d'immigration.